



AGENCE DE L'EAU
ADOUR-GARONNE

ETABLISSEMENT PUBLIC DU MINISTÈRE
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

DECISION D'ATTRIBUTION D'AIDE N° 2010/6670 en matière de Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne,
Vu la délibération n° 2006/84 relative à l'adoption du 9^{ème} programme d'intervention, révisé,
Vu la délibération n° DL/CA/09-48 relative aux modalités générales d'attribution et de versement des aides pour la période 2010-2012,
Vu la délibération n° DL/CA/09-91 concernant la délégation de pouvoirs octroyée au Directeur de l'Agence,
Vu la délibération n° DL/CA/09-57 concernant les modalités et conditions d'attribution des aides relatives aux réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées,
Vu la demande du bénéficiaire en date du 21/07/2010 dont le dossier a été réputé complet le 12/08/2010,
Après avis de la Commission des Interventions lors de sa réunion du 29/11/2010,

DECIDE

Le concours financier de l'Agence de l'Eau est accordé au bénéficiaire ci-après indiqué dans les conditions suivantes :

ARTICLE 1 - BENEFICIAIRE DE L'AIDE

COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX (33063001A)	
N° SIRET :	243300316 00011
Adresse :	COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX ESPLANADE CHARLES DE GAULLE 33076 BORDEAUX CEDEX

ARTICLE 2 - INTITULE DE L'INTERVENTION

SUPPRESSION DES REJETS DIRECTS DU BASSIN DE COLLECTE DE BRAZZA

ARTICLE 3 - FORME ET MONTANT DE L'AIDE

N° AP	Nature de l'aide	Montant de l'opération HT	Montant éligible HT	Montant retenu par l'Agence HT	Taux retenu	Montant de l'aide
120-06 Création de collecteurs de transfert ou structurants - BORDEAUX RIVE DROITE (BRAZZA)						
120 2010 898	Subvention Maximale	4 408 000.00 €	4 408 000.00 €	4 408 000.00 €	25.00%	1 102 000.00 €
120-10 Tests préalables à la réception - BORDEAUX RIVE DROITE (BRAZZA)						
120 2010 899	Subvention Forfaitaire	2 500.00 €	2 500.00 €	2 500.00 €	25.00%	625.00 €
Total		4 410 500.00 €	4 410 500.00 €	4 410 500.00 €		1 102 625.00 €

ARTICLE 4 - La convention doit être retournée à l'Agence dûment signée par le bénéficiaire dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification de l'aide.

Fait à Toulouse le 30/11/2010

Pour l'Agence
Le Directeur Général

Par délégation
Fabien MARTIN
Directeur des affaires budgétaires et financières

CONVENTION D'AIDE

ENTRE : L'Agence de l'Eau Adour-Garonne, Etablissement public de l'Etat à caractère administratif, dont le siège est à Toulouse, 90 rue du Férétra, représentée par son Directeur Général Monsieur Marc ABADIE ou son délégué dûment habilité et désignée ci-après par le terme « Agence »

d'une part,

ET :

COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX (33063001A)		
N° SIRET :	243300316 00011	
Représenté par :	NOM :	QUALITE :
Dont l'adresse est :	COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX ESPLANADE CHARLES DE GAULLE 33076 BORDEAUX CEDEX	

Et désigné ci-après par le terme « bénéficiaire »

d'autre part ;

D'APRES : la décision attributive de l'aide n° 2010/6670 en date du 30/11/2010

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - DESCRIPTION DE L'OPERATION

Intitulé de l'opération : SUPPRESSION DES REJETS DIRECTS DU BASSIN DE COLLECTE DE BRAZZA

Description :

Mise en place de conduites de récupération des effluents d'eaux usées domestiques dans le secteur de Brazza à Bordeaux et leur transfert vers le bassin de collecte de Clos de Hilde permettant de supprimer les rejets directs par temps sec en rive droite de la Garonne.

ARTICLE 2 - FORME ET MONTANT DE L'AIDE

N° AP	Nature de l'aide	Montant de l'opération HT	Montant éligible HT	Montant retenu par l'Agence HT	Taux retenu	Montant de l'aide
120-06 Création de collecteurs de transfert ou structurants - BORDEAUX RIVE DROITE (BRAZZA)						
120 2010 898	Subvention Maximale	4 408 000.00 €	4 408 000.00 €	4 408 000.00 €	25.00%	1 102 000.00 €
120-10 Tests préalables à la réception - BORDEAUX RIVE DROITE (BRAZZA)						
120 2010 899	Subvention Forfaitaire	2 500.00 €	2 500.00 €	2 500.00 €	25.00%	625.00 €
Total		4 410 500.00 €	4 410 500.00 €	4 410 500.00 €		1 102 625.00 €

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS TECHNIQUES

- 3.1 Résultats attendus

Résultats attendus	
Nature de l'opération financée	S : Structurant
Nombre d'E-H concernés "transfert/structurant"	25 000
Nombre d'E-H déjà desservis	25 000
Linéaire de réseaux financé "transfert/structurant" (mètres)	2 414
Linéaire de réseaux financé total (mètres)	2 414
Suppression des rejets directs par temps sec vers la Garonne représentant une charge de pollution de l'ordre de 25 000 Eh.	
La masse d'eau Estuaire fluvial Garonne Aval n'est pas caractérisée à ce jour (masse d'eau de transition). L'objectif global de bon état est fixé à 2027.	

- 3.2 Dispositions générales

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à entretenir et à exploiter les ouvrages conformément aux règles de l'art et, si nécessaire, à mettre en place les dispositifs de mesure des volumes mis en jeu. En cas de création ou de réhabilitation d'ouvrage, le bénéficiaire s'engage également à autofinancer son renouvellement. A cet effet, l'agence se réserve la possibilité d'effectuer des contrôles et, en cas de défaillance constatée et/ou de non respect des engagements contractés, de demander par lettre de mise en demeure le remboursement de l'aide accordée.

La responsabilité de l'Agence n'est pas engagée par la conception et la réalisation des ouvrages objet d'une aide.

- 3.3 Dispositions techniques particulières

Le bénéficiaire s'engage à respecter les prescriptions de la charte nationale de qualité.

Le bénéficiaire fournira obligatoirement les documents suivants :

- le plan des travaux effectués, avec repérage des tronçons, des regards et des boîtes de branchement ;
- les résultats détaillés des tests d'étanchéité et des tests de compactage sur l'ensemble du linéaire du réseau et des branchements, réalisés selon les protocoles en vigueur ; ces résultats seront accompagnés d'une note sur les conditions de réalisation des tests ;
- les résultats des passages caméra réalisés sur l'ensemble du réseau ;

Le bénéficiaire tiendra à la disposition de l'Agence le support vidéo des passages caméra.

Le bénéficiaire s'engage, en outre, à autoriser l'Agence à réaliser des contrôles de la bonne réalisation des tests et des audits portant sur la bonne application de la charte de qualité.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

- 4.1 Délais et conditions de validité

§ 4.1.1 Retour convention

La convention doit être signée dans un délai de 3 mois à compter de la date de la notification de l'aide.

§ 4.1.2 Commencement d'exécution de l'opération

Le commencement d'exécution est réputé constitué par la déclaration du bénéficiaire informant l'Agence du commencement d'exécution de l'opération ou, à défaut, par le premier acte juridique passé pour la réalisation du projet.

La décision d'aide est caduque si, à l'expiration d'un délai de 12 mois à compter de la date de prise de décision, l'opération prise en compte n'a reçu aucun commencement d'exécution.

§ 4.1.3 Achèvement de l'opération

L'opération doit être achevée dans un délai de 24 mois à compter de la date de début d'opération. Lorsque le bénéficiaire n'a pas déclaré l'achèvement de l'opération prise en compte dans ce délai, le projet est considéré comme étant terminé : aucune demande de paiement ne peut intervenir pour des tranches d'opérations réalisées après l'expiration de ce délai.

§ 4.1.4 Transmission des justificatifs

Le bénéficiaire doit avoir transmis l'ensemble des justificatifs indiqués à l'article 5 dans un délai de 12 mois à compter de la date d'achèvement de l'opération. A défaut, l'Agence pourra soit solder l'aide au montant des acomptes versés, soit annuler l'aide et exiger le remboursement des acomptes versés.

- 4.2 Engagements du bénéficiaire

§ 4.2.1 Suivi de l'opération

L'Agence sera destinataire des documents et des informations lui permettant de suivre le déroulement de l'opération, notamment tous les documents contractuels complétant ou modifiant les documents initialement remis pour l'instruction de l'opération. Elle sera invitée aux réunions consacrées à l'opération et pourra visiter les chantiers ou l'ouvrage y compris après la mise en service.

En cas de modification du plan de financement initial, le bénéficiaire de l'aide devra informer l'Agence.

§ 4.2.2 Engagements complémentaires

Le bénéficiaire s'engage à :

- a - transmettre, sur demande de l'Agence, une copie des marchés et/ou des factures de l'opération aidée ou encore toute pièce nécessaire aux contrôles prévus à l'article 3-2 ci-dessus.
- b - rembourser, dans un délai de 3 mois à compter de la demande de l'Agence :
 - o le trop-perçu, si la totalité de l'opération prise en compte n'a pas été exécutée ou si le montant définitif de l'aide est réduit pour tenir compte du montant effectif des dépenses ou de la non atteinte des résultats prévus aux articles 1 et 3 ci-dessus,
 - o la totalité des sommes versées si l'aide est annulée,
- c - prendre à sa charge les impôts présents et futurs, ainsi que les droits et frais pouvant notamment résulter de l'aide accordée.

- 4.3 Contestations

Les contestations éventuelles peuvent préalablement à tout contentieux devant le Tribunal Administratif compétent, être soumises aux décisions d'un arbitre accepté par les deux parties.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES - MODALITES DE VERSEMENT

- 5.1. Conditions de versement de l'aide

Le versement de l'aide est subordonné au règlement par le bénéficiaire de l'aide des sommes dues par lui à l'Agence au titre des redevances et des annuités de remboursement d'aides antérieures échues.

Les concours de l'Agence ne sont définitivement acquis que sous réserve du respect des prescriptions relatives à l'eau prévues par la réglementation en vigueur.

Tout versement initial est conditionné à la fourniture d'un document justifiant de la date de début de l'opération tel que défini à l'article 4-1.2 et d'un relevé d'identité bancaire ou de l'identification de la perception concernée.

Avant de procéder à la liquidation de l'aide, l'Agence vérifie la conformité des caractéristiques du projet réalisé avec celles visées aux articles 1 et 3 ci-dessus ; la nature de l'opération prise en compte ne peut pas être modifiée, sauf sujétions imprévisibles ; elle liquide l'aide selon les modalités précisées ci-après ; en cas de trop perçu elle demande le reversement des sommes versées à tort.

L'Agence se réserve le droit de réduire le montant de son aide ou de l'annuler dans le cas où :

- le montant effectif des dépenses est inférieur au montant retenu par l'Agence
- la totalité de l'opération prise en compte n'a pas été exécutée
- l'opération n'est pas conforme à celle retenue
- les résultats attendus à l'article 3.1 ci-dessus n'ont pas été atteints
- les engagements relatifs à la publicité de l'aide prévus à l'article 6 ci-dessous n'ont pas été respectés.

- 5.2. Modalités générales de versement de l'aide

Les modalités financières particulières indiquées au 5-3 complètent ou prévalent sur les modalités générales des paragraphes 5.2.1 et 5.2.2 ci-dessous.

§ 5.2.1 Versement d'acomptes

Dans le cas de subvention, l'Agence peut verser un ou plusieurs acomptes pouvant atteindre au total 80% du montant de l'aide, calculés au vu d'une situation de dépenses réalisées au titre de l'opération retenue.

Pour les projets portés par des organismes sans but lucratif, des avances sont susceptibles d'être versées, dans la limite de 30% du montant prévisionnel de l'aide.

§ 5.2.2 Versement du solde

Le montant du solde est versé au bénéficiaire dès présentation à l'Agence :

- o du décompte récapitulatif final de l'ensemble des dépenses,
- o de la décision de réception des travaux visée le cas échéant par le Maître d'oeuvre (ou d'un certificat d'achèvement ou d'un PV de réception) ;

Le montant effectif de l'aide à verser est calculé en appliquant le taux de l'aide au montant réel des dépenses effectuées, plafonné au montant des dépenses retenues.

Le montant du solde n'est pas versé lorsqu'il est inférieur à 30 € ; dans ce cas, le montant de l'aide est ramené à celui des acomptes versés.

- 5.3. Modalités financières particulières

Les modalités ci-après prévalent ou complètent les modalités indiquées ci-dessus :

- AIDE(S) RELATIVE(S) AUX TRAVAUX :

Le pourcentage maximal d'acompte est fixé à 70 %. Le solde sera versé selon les dispositions générales prévues ci-dessus.

Si les tests préalables à la réception (étanchéité, compactage et passages caméra) ne sont pas réalisés en totalité, les aides seront annulées et les acomptes éventuellement versés seront remboursés.

Si les résultats des tests d'étanchéité et de compactage ne sont pas conformes aux tolérances prévues par le protocole mis en oeuvre, le montant des aides à verser tel que calculé ci-dessus sera ramené à 70 %.

- AIDE RELATIVE AUX TESTS PREALABLES A LA RECEPTION :

Elle sera versée en une seule fois au vu de documents justifiant de leur réalisation.

ARTICLE 6 - PUBLICITE DE L'AIDE

Le bénéficiaire s'engage à mentionner l'agence et à faire clairement apparaître sa contribution financière dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Toute communication (événements de relations publiques, opérations de médiatisation, publications papier ou web, pannautique, ...), liée à l'exécution de la présente convention, fait expressément référence à l'implication de l'agence selon les règles définies ci-dessous. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation des actions de communication liées à l'exécution de la présente convention décidées par l'agence.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée avec le concours de l'Agence de l'Eau Adour Garonne » et de l'apposition du logo de l'agence conformément à sa charte graphique.

La présence du logotype de l'agence et la référence à son site institutionnel www.eau-adour-garonne.fr sont obligatoires sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication relatifs à l'opération aidée, y compris sur les sites web.

Pendant le chantier, le bénéficiaire s'engage à installer ou faire installer un panneau sur le terrain où se réalise l'ouvrage, lisible de l'extérieur du chantier et portant la mention suivante : « **Ouvrage réalisé avec le concours financier de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne** » avec le logo de l'agence.

ARTICLE 7 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire est l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau Adour Garonne, 90 rue du Férétra, 31078 TOULOUSE Cedex 4.

Compte TP n° 10071 31000 00001001351 16 ouvert à TP TOULOUSE TRESO-GALE.

Fait à Toulouse, le 30/11/2010

Pour l'Agence
Le Directeur Général

Par délégation
Fabien MARTIN
Directeur des affaires budgétaires et financières



Pour le bénéficiaire